

Les partis affinent leur plan de bataille électoral

Politique

- Les derniers arbitrages fédéraux et régionaux sont terminés, la longue campagne électorale pour les scrutins de 2018 et 2019 peut commencer.
- Tour d'horizon des plans de bataille dans les partis francophones.

Ce qu'il y a de pratique dans la très longue séquence électorale qui est en train de s'ouvrir, c'est que toutes les formations politiques font à peu près le même pari : surfer sur les élections communales d'octobre 2018 – qu'ils voient forcément comme une réussite – pour réaliser une bonne performance aux élections générales (européennes, fédérales et régionales) de mai 2019.

Un scrutin local a ceci de particulier qu'il doit permettre aux formations politiques d'assurer leur implantation locale, indispensable à leur pérennité. L'enjeu de 2018 est d'autant plus crucial qu'il se tient à seulement sept mois des élections de 2019. C'est lui qui imprimera le tempo pour la suite des événements. Gare, donc, à ceux qui se plantent aux communales...

Des partis en pleine ébullition

Dans ce contexte, les états-majors et les sections locales sont en ébullition. Voyez le MR qui a dépoussiéré son manifeste. Voyez le PS qui a bouclé son Chantier des idées. Voyez le CDH qui vient d'adopter un programme réalisé sur une base participative, ou encore Ecolo qui multiplie ses "Eco-Lab" (tout récemment sur le revenu universel). Désignation des têtes de liste, constitution des listes – associant parfois plusieurs couleurs –, récupération de candidats d'ouverture... Les plans de bataille électoraux s'affinent peu à peu.

Les derniers grands arbitrages fédéraux (lire page 6) et régionaux sont bouclés. A dix mois des élections communales et à un an et demi des élections générales, la campagne a déjà commencé.

Prêts ? Partez.

A. C.

PSLa montée
en puissanceL'enjeu fédéral
va marquer 2018

Ne jamais sous-estimer le PS. Sa force de frappe durant une campagne électorale est sans commune mesure avec celle de ses concurrents. Jugez plutôt. Les munitions sont déjà prêtes – comprenez que le “Chantier des idées” est bouclé, ce vaste pow-wow interne censé remobiliser les troupes et qui a donné un grand coup de barre à gauche à l’ossature programmatique.

Ensuite, le PS place peu à peu ses pions. Willy Demeyer (Liège) et Paul Magnette (Charleroi) se sont retranchés sur leurs bases locales pour préparer le combat. Des nouvelles têtes émergent aussi : Pierre-Yves Dermagne sera tête de liste à Rochefort (sur une liste commune avec le MR du ministre fédéral François Bellot); l’ex-ministre wallon Christophe Lacroix a pris les commandes de Wanze; Philippe Close fait oublier Yvan Mayeur dans son nouveau costume de bourgmestre de Bruxelles; etc.

La mission : résister. A la droite. Et à la gauche de la gauche. La santé du PS se jaugera dans les villes-symboles, comme Bruxelles, Molenbeek, Verviers, Charleroi, Mons, Liège, Seraing ou Herstal.

A. C.

Le clan libéral attend les élections locales avec inquiétude. C’est le premier test grandeur nature après la constitution en 2014 d’un gouvernement atypique avec la N-VA. Les rapports de force au niveau communal dépendent beaucoup des personnalités et des réalités locales, c’est vrai. Mais les politologues vous diront que pour les scrutins provinciaux, les électeurs votent surtout pour un parti. Il s’agit de mini-législatives, en quelque sorte. Si le MR était sanctionné aux provinciales, les libéraux auraient donc du mouron à se faire pour 2019...

Voici donc la trame de fond : l’enjeu fédéral est tellement présent qu’il va marquer la campagne électorale 2018 du parti du Premier ministre Charles Michel. En plus du travail “de terrain” des élus locaux, les libéraux vont défendre d’ores et déjà le bilan de la “suédoise”. Ils vont également – défendre la nouvelle alliance régionale wallonne MR-CDH qui a éjecté le PS l’été dernier.

Cette tactique est risquée. Montrer aux citoyens le visage d’une formation politique sur la défensive, tentant de justifier ses choix politiques récents, ne va pas faire rêver les gens, ni les séduire.

F.C.

La tentation
macronienne

L’opération survie a commencé au CDH. Au plus mal dans les sondages, affaibli par le demi-échec (ou la demi-réussite, c’est selon) du coup du 19 juin de leur président Benoît Lutgen visant à renvoyer le PS dans l’opposition, les humanistes cherchent à élargir leur base électorale dans une opération à la Emmanuel Macron.

Ce dernier avait décroché la présidence française en se présentant à la tête du mouvement “En Marche”, hors du carcan d’une formation politique, et en ralliant ainsi des électeurs de toutes les sensibilités. Il a ensuite fondé un parti. Le CDH effectue en quelque sorte le chemin inverse : former un mouvement au départ d’un parti. Cette volonté n’est pas neuve, elle est même antérieure à la présidentielle française, mais elle devient concrète. Cela passera par des listes en 2018 sans le logo du CDH, par des listes communes avec d’autres formations, par l’intégration de candidats de la société civile, par un programme élaboré après une large consultation citoyenne, etc. Et par une refonte des structures internes.

A. C.

ecolo Ambitieux,
plus qu’on ne le pense

Ne vous y trompez pas : les écologistes ne sont pas de doux rêveurs méprisant le pouvoir. Ecolo compte bien surfer sur la vague qui le porte pour le moment dans les sondages pour s’incruster dans quelques places fortes. Le coprésident Patrick Dupriez l’a d’ailleurs dit dans une interview à “La Libre” : “Nous voulons augmenter le nombre de participations dans les majorités communales.” Actuellement, Ecolo est déjà dans 47 majorités locales en Wallonie et à Bruxelles. Mais il manque toujours aux Verts une grande ville. Ecolo voudrait notamment revenir dans le collège de la ville de Liège, près de 30 ans après une première expérience.

Pour réaliser ses ambitions, le parti va mener une campagne très locale, basée entre autres sur le tissu associatif. Dans certains cas (à Liège, notamment), Ecolo va proposer aux électeurs des listes “citoyennes”, ouvertes à tous. En ce qui concerne leurs préférences pour les futures coalitions, les écologistes refusent de choisir entre la gauche et la droite et se disent ouverts à toutes les hypothèses.

F.C.

DÉFI L'ancrage wallon, aux dépens du CDH

Les adversaires n'ont jamais été aussi faibles. Défi compte bien en profiter. Depuis la crise politique de l'été dernier, le parti amarante est porté par une vague de sondages plus flatteurs les uns que les autres. Il attire à la fois les déçus du MR (trop proche de la N-VA), du PS (trop affairiste) et du CDH (trop démantibulé). L'objectif, c'est de devenir la principale – voire la seule – force centriste du paysage politique francophone.

A Bruxelles, il a un boulevard devant lui. Défi est le troisième parti de la Région et semble en mesure de rivaliser avec les deux premiers (MR et PS). Les communales devront confirmer cet état de fait et le lancer vers des sommets électoraux en 2019.

L'enjeu se situe surtout en Wallonie où il veut définitivement réussir son ancrage électoral. Le président Olivier Maingain ou le ministre bruxellois Didier Gosuin multiplient ainsi les visites sur le terrain sudiste. Mardi dernier, M. Maingain a, par exemple, présenté les deux candidats – parachutage d'un ex-PS et d'une ex-MR – qui tireront la liste à Namur. Le CDH est faible. Défi veut en profiter. Marquer le coup dès 2018. Confirmer en 2019. Et lui prendre la place du parti centriste wallon.

A. C.

PTB Le laboratoire du pouvoir

Pour le PTB, l'échelon local n'est peut-être pas celui où le parti va tenter de ratisser large. Il s'agira surtout de se concentrer sur les villes et communes où il a des chances de décrocher des sièges de conseillers communaux. Les villes où ils ont déjà des représentants : Liège, Herstal, Seraing, Charleroi ou La Louvière, notamment, constitueront des places fortes que le PTB voudra accrocher en y développant encore plus sa présence. Et puis, il y a aussi toutes ces entités où les sondages prédisent des lendemains qui chantent et où il faudra transformer l'essai en octobre 2018. Si le parti marxiste-léniniste parvient à gagner cette bataille pour les communales, il n'est pas exclu de voir le PTB accepter de monter dans des majorités. Mais pas à n'importe quel prix, pas n'importe où, pas n'importe comment.

Dans une interview qu'il a donnée à "La Libre", le président du parti, Peter Mertens, n'excluait d'ailleurs pas ce cas de figure. A savoir, tester la participation au pouvoir au niveau communal. Et puis, à chaque fois qu'on parle à un dirigeant du PTB d'une éventuelle participation au pouvoir, il vous rappelle qu'à Borge-rhout, un district anversois, le PTB participe à une coalition depuis 2012.

S.Ta.